

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Zurich, le 5 juillet 2018

Table ronde à Zurich pour la promotion de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient:

approbation du traité soumis pour la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient

Du 2 au 4 juillet 2018, s'est tenue à Zurich une table ronde sur la promotion de la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, sur l'invitation de Green Cross. Une quarantaine de représentants venus du Moyen-Orient, d'Australie, de France, de Grande-Bretagne, du Canada, de Suède, de Russie, mais aussi des États-Unis, de Suisse se sont interrogés sur la façon de procéder pour créer la zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient en se basant sur le traité soumis. Selon Stephan Robinson, directeur du programme (eau, désarmement), Green Cross Suisse, et Sharon Dolev, directrice du mouvement de désarmement israélien IDM, les résultats des négociations permettent de prendre les premières mesures pour la réalisation d'une zone exempte d'armes de destruction massives au Moyen-Orient.

Le traité représente la société civile et a été élaboré grâce à l'implication d'une coalition d'organisations non gouvernementales, notamment Green Cross et le mouvement de désarmement israélien Israeli Disarmament Movement IDM. L'objectif est de mettre en place un traité visant à créer une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, applicable par tous les États signataires.

Le Moyen-Orient n'est pas une île et il n'est pas coupé du reste du monde. Deux États dotés d'armes atomiques sont frontaliers avec le Moyen-Orient: le Pakistan, qui détient son propre programme et la Turquie qui dispose des armes nucléaires des USA. Les États du Moyen-Orient investissent dans l'énergie nucléaire et entretiennent des relations commerciales avec des pays fournisseurs externes. Dans la région, des États dotés de l'arme nucléaire sont actifs: leurs navires de guerre, transportant très certainement des armes atomiques, sillonnent la région. Le traité prévoit des protocoles qui lient ces États au traité, semblables aux protocoles concernant d'autres zones exemptes d'armes nucléaires. Ce traité est une étape importante sur la voie de l'élimination des armes atomiques dans le monde.

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies du 11 décembre 1975, les zones exemptes d'armes nucléaires ont été considérées comme le moyen le plus efficace de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires, chimiques et biologiques. Lors de la conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en mai 2010, les États arabes ont réclamé une conférence dans le but de thématiser et de discuter d'une zone exempte d'armes de destruction massive (ZEADM) au Moyen-Orient.

La première table ronde consacrée à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive s'est tenue dès 2013 à Tel Aviv et a été suivie d'une discussion consacrée aux armes chimiques. Durant les discussions approfondies avec des experts israéliens sur la sécurité, le désarmement et d'autres questions connexes, deux obstacles majeurs à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive ont été identifiés. D'une part, il n'existait pas de feuille de travail écrite pour pouvoir convenir d'un accord. Et d'autre part, il y

avait un manque de dialogue public en Israël sur les efforts de désarmement. Des prises de position officielles récentes et des discussions indiquent qu'Israël préférerait aborder un spectre plus large de questions liées à la sécurité régionale et engager des dialogues directs avec ses voisins pour y parvenir. Les États arabes, pilotés par l'Égypte, ont déjà exprimé leurs préférences pour un processus de supervision international.

Une coalition d'ONG a été créée en 2010 par Green Cross Suisse et Global Green USA en vue de faire respecter la convention sur les armes chimiques. Cette coalition d'ONG, forte de 86 membres, est déterminée à faire adhérer tous les pays à la convention sur les armes chimiques afin de parvenir à l'universalisation de cette dernière. Une partie des États restants dotés d'armes chimiques ne désarmeront leurs systèmes d'armement que si les autres États abandonnent leurs armes nucléaires de la même façon. C'est pour cette raison que la coalition d'ONG cherche une solution afin de promouvoir la création d'une zone exempte d'armes massives.

Green Cross Suisse s'engage pour l'abandon mondial de l'énergie nucléaire et étudie les conséquences environnementales et sanitaires de l'utilisation militaire du matériel nucléaire. Avec les programmes internationaux de médecine sociale et de désarmement, Green Cross Suisse s'engage pour la maîtrise des dommages consécutifs aux catastrophes industrielles et militaires, ainsi que des déchets toxiques datant de l'époque de la guerre froide. Les objectifs de l'organisation environnementale certifiée ZEWO sont soutenus par le groupe parlementaire Green Cross.

Pour de plus amples informations, merci de vous adresser à Stephan Robinson, directeur du programme (eau, désarmement), Green Cross Suisse, au +41 (0)61 382 91 97 ou sur son téléphone mobile au +41 (0)79 625 64 67.